

Une cinquantaine de représentant-e-s des agences bilatérales et multilatérales de financement, des fondations publiques et privées, des fonds de femmes et des organisations de femmes étaient à cette réunion dont les objectifs étaient de :

- Partager des informations récentes et approfondir l'analyse sur les tendances de financement pour les droits des femmes, en particulier eu égard au contexte actuel, et
- élaborer des stratégies pour la mobilisation de ressources pour les organisations des droits des femmes, en examinant comment différents acteurs/actrices issues de la communauté des donateurs et des mouvements des femmes peuvent jouer des rôles clés pour faire avancer ce travail.

Les travaux du premier jour de la rencontre ont porté sur « Où sommes-nous ? Contexte actuel, défis et opportunités pour la mobilisation de ressources pour les droits des femmes ». La réunion a commencé avec une session d'ouverture au cours de laquelle fut brièvement présenté le contexte actuel du financement des droits des femmes et l'utilité stratégique de la rencontre pour la mobilisation de plus de ressources et des ressources de meilleure qualité pour les organisations des femmes. Cette session a en outre encouragé les participantes à réfléchir sur **comment** elles/ils croient que le changement pour faire avancer les droits des femmes se produira afin que nous puissions avoir un langage commun sur ce pourquoi nous recherchons davantage de financement et le travail que nous aimerions faire avec.

Les travaux proprement dits ont démarré avec un panel sur la contextualisation du rôle des ressources dans le soutien aux organisations de femmes. Les échanges avec les panélistes ont révélé plusieurs préoccupations/tendances clés influençant les droits des femmes qu'il nous semble important de souligner :

- Comment gérer les défis que soulèvent les discours des acteurs publics sur l'investissement dans le potentiel des femmes, afin que ces discours ne compromettent pas l'agenda transformateur sur le changement sur lequel travaille le mouvement des femmes, même si nous convenons que ces discours représentent une opportunité pour les femmes.
- Nous devons continuer de réinventer ce qui devrait être fait différemment pour que les femmes jouissent véritablement et pleinement de tous leurs droits car le patriarcat

continue de réinventer l'oppression des femmes.

- L'agenda de la Banque Mondiale considère les femmes comme des groupes individuels, mais ce qui pose problème, c'est qu'il n'établit aucun lien entre les groupes de femmes et le mouvement des femmes.
- Les opposants/détracteurs du mouvement des femmes perçoivent mieux l'impact de notre travail que nos supporters, malheureusement ils les considèrent comme des menaces pour eux.
- La violence contre les femmes, quelles que soient ses expressions est universelle et constitue quelque chose que toutes les femmes du monde ont en commun quel que soit leur origine, milieu social, éducation ou zone géographique.
- L'une des manières dont la crise financière et économique actuelle affecte les femmes est la chute qu'elle provoque dans les demandes d'exportation, entraînant une baisse dans les dépenses sociales.
- Il y a actuellement beaucoup de discours sur la santé maternelle, mais en réalité, peut-on parler de la santé maternelle sans parler des droits sexuels et reproductifs ? D'où la nécessité de repolitiser les questions et enjeux relatifs aux droits et à la santé sexuels et reproductifs.
- Le mouvement des femmes indigènes est un mouvement de résistance pour réclamer des territoires, leur autonomie. Ce mouvement fait actuellement face à plusieurs défis communs aux mouvements individuels des femmes (en plus du fait d'appartenir à un groupe marginalisé), notamment, la violence accrue à l'égard des femmes au nom de la tradition, l'impact accru des politiques mal gérées, les conflits entre différentes tribus/communautés.
- Nous ne devons pas faire, ni permettre que se fasse, la distinction entre les droits des femmes du Nord et ceux des femmes du Sud, car c'est ce que tente de faire les institutions de développement en donnant les aides.

L'AWID a ensuite partagé avec les participantes la version préliminaire mise à jour de sa recherche-action intitulée « Contexte et tendances influençant le champ du financement pour les organisations et les mouvements des femmes ». Cette présentation a souligné les principaux résultats et conclusions de l'analyse des tendances de l'étude « Où est l'argent » et de la recherche sur l'impact de la crise sur les secteurs des donateurs et les organisations des femmes.

Elle a révélé que la crise systémique actuelle affecte les femmes et les droits des femmes, un impact qui se traduit par :

- La croissance du taux de chômage: environ 22 millions de femmes sont dénombrées parmi les nouveaux chômeurs.
- L'accentuation de la pauvreté et de la marginalisation : environ 200 millions de travailleurs dont près de la moitié sont des femmes tomberont dans l'extrême pauvreté.
- L'augmentation des charges accrue sur « l'économie de soins » qui est souvent ignorée dans les réponses à la crise et ses impacts négatifs sur l'éducation des filles.
- L'aggravation de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition résultant d'un soutien inapproprié aux petits agriculteurs.
- La diminution des opportunités d'emplois et la détérioration des conditions de travail pour les travailleurs migrants.
- Des difficultés accrues pour accéder aux crédits.

Les réponses des répondants à l'étude ont révélé qu'en réponse à la crise, des ressources existent/ont été débloquées mais ces ressources sont destinées aux institutions financières qui ont échoué et peu d'attention est prêtée aux préoccupations relatives à l'égalité entre les sexes. C'est pourquoi ce que réclament les organisations de femmes, c'est plus d'argent pour les droits des femmes ! Et elles travaillent à utiliser la crise comme une opportunité pour provoquer des changements structurels dans l'architecture financière mondiale afin d'intégrer les préoccupations relatives aux droits humains et à l'égalité des sexes dans les politiques macroéconomiques mondiales.

Dans l'après-midi, des travaux en groupe ont permis aux participant-e-s de réfléchir sur ce qu'il faut faire tant au sein des groupes de femmes que dans la communauté des donateurs pour accroître la qualité et la quantité des ressources pour les organisations de femmes. Les résultats de ces travaux ont révélé et/ou recommandent que :

- Les organisations de femmes doivent faire davantage d'efforts pour convaincre les donateurs sur l'impact à court, moyen et long terme de leur travail et activités en incluant dans leurs rapports des données, des tableaux, des diagrammes et des histoires ; elles doivent apprendre à parler de manière différente avec différents donateurs,
- Les donateurs doivent travailler en collaboration avec leurs bénéficiaires pour élaborer/développer des plans de durabilité,
- Les organisations de femmes doivent apprendre à éviter les problèmes (inutiles avec leurs partenaires) liés à la soumission avec du retard des rapports complets des subventions reçues, car cela entrave le travail du partenaire qui doit à son tour soumettre ce rapport à ses propres partenaires,
- La nécessité d'améliorer la communication entre donateurs et bénéficiaires

- La nécessité de mobiliser des ressources techniques pour faire avancer le travail,
- La nécessité pour les donateurs de continuer de financer le travail des réseaux et des organisations intermédiaires en particulier, ceux qui interpellent les gouvernements en Afrique et ne pas chercher à rivaliser avec les organisations en voulant exécuter eux-mêmes les projets sur le terrain en faveur des populations,
- les donateurs doivent s'engager, communiquer et travailler davantage avec leurs partenaires que sont les ONG,
- les donateurs soutiennent le renforcement des capacités infrastructurelles et techniques en matière de leadership des organisations afin d'assurer leur durabilité,
- le renforcement de la confiance mutuelle,
- la construction des alliances,
- les donateurs publient sur leur site internet leurs propres mécanismes d'évaluation.

Le deuxième jour était essentiellement consacré à l'élaboration de stratégies sur la mobilisation de ressources pour les droits des femmes.

Il a débuté avec une présentation sur le Suivi et l'Evaluation (S&E) dans le cadre du travail des droits des femmes et de l'égalité des sexes où se mènent des actions et des activités pour provoquer un changement social. Mais comment mesurer le changement (c'est-à-dire faire le suivi et l'évaluation) dans le contexte des relations de genre et sociales constitue pour les organisations de femmes un défi majeur car un changement est difficile à réaliser, les résultats sont souvent peu perceptibles, car requérant un travail sur une longue période de temps, les relations sociales de pouvoir étant imprégnées dans les normes patriarcales.

Selon Srilatha Batliwala, le Suivi et l'Evaluation est motivé en théorie par cinq objectifs fondamentaux :

- **Apprendre** comment le changement a lieu, quelles stratégies d'intervention sont efficaces ou inefficaces en vue d'affiner nos politiques, stratégies et actions pour produire un changement plus effectif et qui a plus d'impact ; et par-dessus tout pour cerner les progrès et les régressions et construire des stratégies de changement plus efficaces,

- **Analyser notre rôle dans le processus de changement**, c'est-à-dire soit pour attribuer le mérite à ou pour cerner notre contribution au changement et identifier les relations de cause à effet,
- **Renforcer nos groupes** – amener les partenaires à analyser les processus de changement afin qu'ils soient aussi renforcés pour soutenir, étendre et amplifier le changement,
- **Faire de la comptabilité et/construire la crédibilité** – vis-à-vis de nos donateurs, bénéficiaires, d'autres activistes et le grand public, et construire notre légitimité, notre crédibilité, notre transparence et pour
- **Faire avancer notre plaidoyer pour la justice sociale** – pour démontrer comment le changement a fait avancer les objectifs de la justice sociale et mobiliser un plus grand soutien pour notre agenda social.

Mais en réalité, nous faisons le Suivi et l'Evaluation parce que :

- **Les donateurs l'exigent** pour s'assurer que leurs fonds ont été utilisés correctement et pour démontrer à leurs propres partenaires (directions, contributeurs, gouvernements, etc.) qu'ils soutiennent un travail efficace, le travail « approprié ».
- **Pour maintenir ou obtenir plus de financement** ou pour concourir pour de nouvelles subventions/contrats car les donateurs sont plus susceptibles d'investir dans des organisations qui ont un rapport d'activités pertinent (incluant une évaluation concrète et effective des résultats) et/ou
- **Soutenir la mobilisation publique de financement ou le travail de plaidoyer** en démontrant combien efficaces des approches ou interventions particulières ont été.

Et ce sont ces pressions qui ont converti la mesure (S&E) d'une activité conçue pour contribuer à la connaissance en une activité qui évalue la performance et tordant ainsi le but et la valeur potentielle du travail de Suivi et Evaluation. Srilatha a affirmé qu'une approche féministe au Suivi et Evaluation serait plutôt motivée par la première série d'objectifs que par la seconde.

Le S&E permet de faire ressortir l'impact de nos activités. En général dans la présentation de leurs rapports, les organisations de femmes communiquent très peu sur l'impact de leurs activités, alors que cela est essentiel pour nous permettre de maintenir nos financements et d'en sécuriser davantage. Si nous n'avons pas des expertises au sein de l'organisation pour nous aider à faire le S&E de nos activités, cela peut se faire en établissant des relations de collaboration avec des chercheurs et instituts de recherche, en utilisant la technologie (vidéo, audio) et des visites sur site pour démontrer l'impact de nos activités.

Après ces échanges sur le Suivi et l'Evaluation, le reste de la journée fut consacrée à l'élaboration de stratégies pour des actions concrètes à mener et des engagements fermes pour les mener effectivement. Les stratégies identifiées portent sur plusieurs domaines notamment le renforcement de capacités, le suivi et évaluation, la mobilisation des ressources, la communication et des processus futurs.

Dans le domaine du renforcement des capacités et de la mobilisation de ressources, des engagements ont été pris tant par les donateurs présents que par les représentantes des ONG, de :

- travailler davantage pour faciliter et appuyer le renforcement des capacités des organisations de femmes et de les accompagner dans ce processus.
- Continuer à soutenir/renforcer les capacités techniques des organisations de femmes à la base pour faciliter leur accès au financement,
- Continuer d'explorer les moyens pour concrétiser l'idée de la création d'une plateforme mondiale pour un agenda des droits des femmes,
- Continuer de travailler à la mobilisation de davantage de ressources pour le renforcement du mouvement des femmes.
- mobiliser davantage de ressources pour les organisations de femmes : à cet effet plusieurs coalitions/alliances vont être construites pour convaincre les organismes

bilatéraux et les fondations et le secteur privé, à investir dans les droits des femmes.

- utiliser l'opportunité du réapprovisionnement du fonds OMD3 (MDG3) comme une plateforme pour mobiliser des donateurs bilatéraux en Europe et d'autres donateurs potentiels, y compris la commission Européenne au cours de la réunion du CSW et de la réunion ministérielle sur l'OMD3 l'année prochaine et au sommet des OMD. Et une participante s'est engagée à aider les bénéficiaires des subventions MDG3 pour faire ressortir les informations sur l'impact de leurs activités.

Dans le domaine du Suivi et de l'Evaluation, des engagements ont été pris pour élargir et soutenir les systèmes de Suivi et Evaluation afin de s'assurer qu'ils répondent aux principes féministes.

En matière de communication, il y a eu des engagements pour soutenir les stratégies de communication institutionnelle des ONG, pour engager de nouveaux partenaires comme les jeunes à travers le sport, et utiliser la technologie pour mobiliser davantage de ressources.

Des recommandations ont été aussi formulées pour que les réunions futures sur la mobilisation des ressources soient ouvertes à d'autres groupes et plusieurs organisations/donateurs se sont proposés pour travailler avec l'AWID dans ce sens.

A l'endroit de l'AWID, les participantes ont vivement recommandé qu'elle continue de :

- jouer un rôle clé dans le plaidoyer pour convaincre les donateurs sur les raisons pour lesquelles les organisations et mouvements de femmes ont les organisations et mouvements de femmes ont besoin de plus de soutien financier,

- mener sa recherche-action sur « Où est l'argent », et de

- convoquer ces genres de rencontres.

Elles/ils ont aussi souhaité qu'elle prenne la direction de l'initiative de mettre sur pied un agenda mondial pour les femmes, car elles/ils considèrent que l'AWID constitue une plateforme et un espace idéal pour ces échanges.

L'AWID – à travers la voix de sa Directrice Exécutive, Lydia Alpizar dans son mot de clôture – a pris l'engagement de :

- Continuer sa recherche action sur « Où est l'argent »
- Mener un sondage en 2011 qui impliquerait une analyse comparative des données qu'elle a collectées depuis 2005, et de collecter des preuves anecdotales sur la crise et comment les groupes de femmes en sont affectées et y ripostent,
- Produire des brèves pour différents secteurs de financement qui incorporent les feedback reçus au cours de cette réunion,
- Travailler à rééditer les informations importantes issues de la recherche « Où est l'argent » dans d'autres formats plus accessibles afin que l'information puisse être utilisée pour des actions de plaidoyer par les organisations de femmes et les donateurs,
- Travailler en partenariat avec Mama Cash et le Fonds Mondial pour les Femmes pour organiser une réunion régionale de stratégies sur la mobilisation de ressources pour les organisations des droits des femmes en Europe Centrale et de l'Est à Budapest en 2010,

- Participer dans des activités de suivi à la première réunion régionale de stratégies organisée en 2007,

- Continuer et réaliser la mise sur pied d'un réseau de jeunes féministes pour la région du Moyen-Orient et Afrique du Nord,

- Continuer de collaborer avec le Fonds International des Femmes Indigènes (FIMI) pour aider à approfondir notre connaissance sur les différentes manières de comprendre les ressources, et à travailler avec FIMI et Groots sur les questions relatives à la mobilisation des ressources pour les organisations à la base,

- Travailler avec les bénéficiaires du Fonds OMD3 pour instaurer un dialogue sur l'évaluation entre un donateur et les bénéficiaires de ses subventions,

- Assurer le suivi des idées qui ont émergé au cours de cette réunion,

- Continuer d'organiser ces genres de rencontres et accroître nos activités de communication au cours des prochaines années et

- Se préparer pour le Forum de l'AWID en octobre 2011 (marquer vos calendriers !).

Cette réunion stratégique fut un grand moment d'échange et une grande source d'inspiration pour nous et pour chacun-e des participant-e-s. Elle nous a permis d'approfondir notre compréhension sur l'état actuel du financement des droits des femmes et l'impact aggravant de la crise financière et de la récession économique qu'elle entraîne sur le peu de ressources qui étaient disponibles pour les organisations de femmes. Elle nous a surtout permis de réfléchir ensemble sur les moyens à mettre en œuvre pour accroître les fonds disponibles pour les droits des femmes en quantité et en qualité. Les stratégies ont été élaborées, des engagements

fermes sont pris, nous sommes confiantes que les résultats suivront.